

Exil Républicain Génération 2 : Jean-Pierre Amalric

Introduction

Jean-Pierre Amalric

Je suis donc revenu aujourd'hui dans cette université Jean-Jaurès, où j'ai été tour à tour assistant, maître-assistant, maître de conférences, professeur...

Un parcours d'historien

Jean-Pierre Amalric

Autour de l'histoire, bien sûr, puisque j'ai été formé et recruté comme historien. Et une histoire qui s'est très tôt enracinée autour de l'histoire d'Espagne.

C'est Fernand Braudel qui, de manière impromptue, m'avait proposé un sujet de thèse, et à l'époque, c'était difficile à refuser, d'autant que c'était assorti au départ d'un détachement au CNRS pour deux ans. Ce qui m'a conduit à démarrer des recherches d'histoire moderne, d'histoire rurale de la Castille au XVIII^e siècle, dont les sources se trouvaient aux archives de Simancas.

Alors, les archives de Simancas, pour ceux qui ne les connaîtraient pas, c'est un site spectaculaire, puisqu'il s'agit d'un château qui, déjà du temps de Philippe II avait servi de prison royale, et qui a été transformé au XIX^e siècle en archives générales de la couronne de Castille. C'est Philippe II qui avait commencé à y envoyer des documents de son vivant, et la monarchie avait continué à déposer là les archives dont elle n'avait plus que faire.

Or, Simancas c'est un château dans un village. Et le hasard a voulu que quand j'ai commencé mon détachement au CNRS, j'avais déjà une petite famille. J'ai donc trouvé par hasard, à louer, de manière précaire, une maison pour m'y installer. Et donc, pendant deux ans à peu près, j'ai partagé ma vie entre le contact austère et répétitif avec des archives et la vie du village. Un village qui se trouvait à dix kilomètres d'une ville, à savoir Valladolid, mais qui vivait à l'époque de manière très autonome.

C'est un village qui, à l'époque, avait certes l'électricité, avec de nombreuses coupures, mais qui n'avait pas l'eau courante. Il fallait aller chercher l'eau à la fontaine du village. Ça donnait l'occasion de causer avec les femmes. Au début je faisais scandale quand j'allais avec mon seau, parce qu'on ne voyait pas les

hommes à la fontaine. Normalement, ce n'étaient que les femmes. Elles se sont assez vite rassurées, elles ont conçu que je n'étais pas là pour les draguer.

Mais ce contact avec cette Espagne, restée un peu figé, à ce moment-là, dans son passé, m'a impressionné. Car, évidemment, au-dessus de tout cela planait la chape du régime. Cette maison était d'ailleurs voisine du *cuartel* (caserne) de la *Guardia Civil* (Garde Civile, corps national de gendarmerie), et je voyais très bien la surveillance à laquelle toute la population se soumettait à l'époque. Apparemment de bon gré, parce qu'il n'y avait pas de manifestations d'opposition, évidemment. Ça m'a permis, en quelque sorte, d'intérioriser ce que je connaissais par mes lectures, à savoir le poids de cette dictature et, j'allais dire aussi, sa solidité. À l'époque, rien ne laissait présager qu'elle allait s'effriter et finalement tomber d'elle-même, comme en définitive ça allait se produire une douzaine d'années après.

J'ai donc connu les douze dernières années du régime franquiste de l'intérieur, et je l'ai connu aussi un petit peu à travers les institutions, puisque je fréquentais les archivistes. On voyait très bien, selon les tempéraments ou les expériences de l'un ou de l'autre, où penchaient leurs cœurs, mais ils ne s'en vantaient pas en public, ils ne s'exprimaient pas. Il y avait aussi un silence sur le passé de la guerre civile, qui était pesant.

On le voyait à Valladolid. Valladolid était dominée par un monument gigantesque au héros local de la pré-phalange, Onésimo Redondo, et on voyait très bien les signes, les emblèmes du régime dans la ville, et les appuis toujours stridents qu'il recevait de certaines personnalités. Tout cela m'avait évidemment marqué et incité à en savoir un petit peu plus sur ce passé, non pas seulement de la dictature, mais de la guerre d'Espagne et de ses antécédents.

Il faut bien dire qu'à l'époque, les travaux d'historiens étaient rarissimes. Très peu de choses avaient été publiées. Je me souviens que mon premier contact sérieux avec l'histoire d'Espagne a été la lecture du livre d'Émile Temime et Pierre Broué sur la révolution et la guerre d'Espagne. Et je me revois encore en train de le lire dans un petit séjour de vacances que nous avons fait en famille près de Ségovie, très exactement à San Rafael. C'est là que je me revois lire ce livre, prendre des notes et commencer mon apprentissage de connaisseur.

Voilà comment un historien qui n'était pas venu pour ça, en définitive, et qui a continué par ailleurs ses recherches dans le domaine qui l'intéressait, c'est-à-dire l'Espagne des Lumières, *de las Luces*, avec ses pesanteurs et ses avancées, s'est senti en devoir, en quelque sorte, quand même d'un autre œil, d'appréhender le passé plus proche et qui restait terriblement présent.

Quand je suis revenu à Toulouse pour commencer ma carrière à l'université comme assistant, inévitablement, je me suis senti en quelque sorte attiré par la

présence espagnole, qui était beaucoup plus que diffuse, qui surgissait à tous les coins, avec certains collègues de l'université que je ne citerai pas, mais aussi avec des personnes, des personnalités de diverses familles de la diaspora républicaine. Je les citerai pas tous, mais, assez tôt, des contacts confiants, des échanges ont eu lieu avec certaines d'entre elles.

Je citerai par exemple José Borrás, qui est une figure tout à fait originale puisqu'il avait milité longtemps à la CNT (*Confederación Nacional del Trabajo*, Confédération nationale du travail), il avait même dirigé un de ses périodiques, et puis il avait rompu avec elle ou avait été exclu par ses dirigeants de l'époque, menés par Federica Montseny. Et donc il avait publié lui-même à compte d'auteur, aux éditions parisiennes Ruedo Ibérico, un livre qui s'appelle *Políticas de los exilados españoles* (Politiques des exilés espagnols), qu'il m'avait très vite remis, en hommage, en le soumettant à la critique de l'universitaire. Parce qu'il faut dire que José Borrás n'avait fait aucune étude. C'était un total autodidacte, originaire des environs de Saragosse, des Monegros, et qui s'était fait une culture lui-même, sur le tas, qui, ma foi, était quand même solide. Il s'était constitué une bibliothèque, et il avait commencé à écrire très tôt. Son livre, en réalité, fait avec les moyens du bord de l'époque, était tout à fait honorable et permettait de s'informer d'un fait majeur à mon avis, c'est l'indestructibilité, nous y voilà, des clivages idéologiques et politiques dans l'exil espagnol.

J'ai aussi connu, parmi les autres figures marquantes, très tôt, à Toulouse, José Martínez Cobo, qui lui était l'âme de la nouvelle génération des socialistes espagnols, et son frère, qui nous a quittés depuis, Charles, Carlos. Tous deux étaient non seulement des témoins, mais des interprètes très avertis de ce passé. Ils font partie, aussi, de ceux avec qui les échanges prolongés que j'ai eus ont progressivement permis d'approfondir ma réflexion.

Donc je me suis retrouvé de la sorte peu à peu saisi par la présence de cet exil. Et c'est ce qui a amené mon activité, à ce moment-là, à aborder l'histoire contemporaine de l'Espagne au gré de réunions où j'étais invité à participer. Il se trouve aussi que, ici même, j'ai été appelé à enseigner non seulement l'histoire moderne, ce que je faisais, mais l'histoire contemporaine de l'Espagne, puisque le département d'histoire n'avait à l'époque aucun enseignant spécialiste d'histoire contemporaine de l'Espagne. C'est donc un l'enseignement que nous nous sommes partagés, notamment avec Bartolomé Bennassar. Pendant plusieurs années, nous avons collaboré aussi avec Lucienne Domergue, qui enseignait en espagnol et dont les travaux historiques étaient reconnus. Elle aussi passionnée pour l'exil espagnol. Et il nous est arrivé, donc, plusieurs années, d'enseigner ensemble une UV, c'était l'époque des UV (Unités de Valeur), qui pouvaient être validées aussi bien dans le cursus d'histoire que dans le cursus espagnol. C'est de la sorte que peu à peu a émergé une réflexion plus

approfondie sur toute cette période. Ce qui m'a finalement amené à me consacrer de plus en plus à l'histoire du XX^e siècle espagnol, sans négliger les siècles antérieurs.

Vers une histoire contemporaine de l'Espagne

Jean-Pierre Amalric

Je me suis trouvé ensuite co-responsable d'une équipe de recherche qui avait l'aval du CNRS, qui a porté plusieurs noms : le GRECO, le GRECO 30, le GDR 30... Cette équipe de recherche, qui fédérait d'ailleurs elle-même plusieurs autres équipes, notamment à Bordeaux celle menée par Joseph Pérez, à Aix-Marseille celle menée par Émile Temime et Gérard Chastagnaret, et d'autres encore, même à un moment celle de Pau menée par Manuel Tuñón de Lara. Bref, une série de chercheurs avec des optiques différentes mais qui avaient ressenti le besoin de travailler ensemble. Je me suis senti un petit peu en charge du développement de ces projets.

C'est ce qui nous a amenés, dans ce cadre-là, à soutenir ou à lancer des projets qui ont donné des résultats durables. Nous avons par exemple été invités à accueillir le projet formé à l'UNED (*Universidad Nacional des Educación a Distancia*), sous l'égide de Santos Juliá et d'Alicia Alted, qui consistait à collecter des témoignages de figures de l'exil républicain dans toute notre grande région. Ça a été, pendant deux ans je pense, un projet qui a mené à la présence d'équipes ici, de collecte de témoignages. Ensuite, il y a eu l'élaboration d'un film auquel nous avons aussi été associés, et tout cela a évidemment resserré mon intérêt sur toute cette période et sur tous les acteurs de cette période. Il était très important, je pense, d'en garder le témoignage avant qu'ils ne soient rattrapés par le destin.

C'est dans ce cadre aussi qu'est née l'idée (je ne sais pas, c'est peut-être en moi qu'elle est née) de nous intéresser à une figure, il faut bien le dire, qui avait été victime d'une sorte de malédiction de l'histoire : la figure de Manuel Azaña. Le nom de Manuel Azaña ne m'était pas inconnu car, originaire de Montauban, j'avais dans ma petite enfance eu l'occasion de rencontrer quelques-uns de ceux qui avaient été autour de Manuel Azaña dans ses derniers moments montalbanais. Il s'agissait de médecins espagnols qui, pour des raisons de confraternité, d'études menées en commun, avaient été accueillis à Montauban. L'un d'eux, d'ailleurs, et dont je garde un souvenir d'enfant, était devenu directeur par intérim de l'hôpital de Montauban, et c'était le gendre de l'historien Raphaël Altamira, le docteur Acosta. Il y avait le docteur Acosta, le docteur Cabello, qui est celui qui avait été accueilli à Montauban dans l'appartement du

docteur Cave, médecin montalbanais. C'est là qu'il va accueillir Azaña et ses proches fin juin 1940. Ces médecins espagnols venus à Montauban en 1939-1940 faisaient partie de mes plus lointains souvenirs d'enfance. Et il s'est donc produit en moi une sorte de d'éveil, de réveil, de désir d'en savoir plus autour de la personnalité d'Azaña.

Il se trouve qu'à l'époque, dans mes échanges, notamment avec Joseph Pérez, la personnalité d'Azaña s'est précisée pour moi. Celui dans lequel je ne voyais qu'un dirigeant politique malheureux qui était tombé dans l'oubli, se révélait, à écouter Joseph Pérez, être aussi un intellectuel. Un intellectuel dont les textes méritaient d'être relus. C'était, pour Pérez, en particulier le cas pour son étude sur les *comunidades de Castilla* (les communautés de Castille), dans laquelle Pérez avait eu la surprise de retrouver des idées qu'il avait lui-même partagées, et ensuite étayées dans la thèse qu'il lui consacrait.

En 1990, l'approche du 50^e anniversaire de la mort d'Azaña à Montauban, qui était mort en 1940, s'est présentée dans mon esprit comme une occasion d'y voir plus clair. Je savais d'ailleurs que désormais, en Espagne, la figure d'Azaña faisait l'objet d'études de la part de plusieurs universités, et qu'une exposition devait lui être consacrée à Madrid, au *Palacio de Cristal del Retiro* (Palais de cristal du Retiro). Toutes ces annonces ont fait que l'idée m'est venue de proposer à notre conseil d'organiser un colloque à Montauban pour le 50^e anniversaire de sa disparition. L'idée a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme, je me souviens, non seulement par Pérez, mais par Émile Temime, par Gérard Chastagnaret : « C'est formidable, oui, il faut le faire, à conditions que nous en ayons les moyens. » J'ai à ce moment-là pris contact avec la mairie de Montauban, dont le maire Hubert Gouze, l'adjoint à la culture, Roland Garrigues (qui devait devenir maire par la suite), l'ont accueilli avec grand intérêt et ont mis à notre disposition des moyens matériels, en locaux, en services divers qui étaient importants et qui nous ont permis de nous lancer dans ce projet qui dépassait les moyens dont nous disposions sinon au titre de la recherche.

C'est ce qui nous a permis d'organiser ce colloque de Montauban, qui a réuni à la fois des témoins de marque, et en particulier deux membres de la famille d'Azaña : son neveu, Manuel Martínez Azaña, et le neveu de son épouse, Enrique de Rivas, avec qui j'ai fait connaissance à ce moment-là et avec qui ensuite j'ai gardé des relations étroites. Et puis les premiers mousquetaires, si j'ose dire. Par exemple Juan Marichal, qui avait été l'artisan de la première édition de ses œuvres dites à trot « complètes », mais enfin, quatre volumes publiés à Mexico. Et aussi toute la pléiade de chercheurs plus jeunes qui s'étaient attachés à ressusciter cette figure, en tête desquels était Santos Juliá, et bien d'autres.

L'apport de ce colloque, qui a duré plusieurs jours à Montauban, était d'une telle richesse que notre laboratoire a jugé indispensable d'en assurer la publication. Alors nous avons le choix : ou nous publions les textes tels que nous les avons entendu, c'est-à-dire, pour la plupart en espagnol, mais nous savions que ça pouvait faire double emploi avec des publications en espagnol qui commençaient à se multiplier, ou nous faisons l'effort de faire une publication en traduction française pour essayer de sensibiliser, en tout cas de donner aux lecteurs francophones la matière de ce travail. C'est ce que nous avons fait. Ça a été un travail assez considérable et qui a permis d'assurer l'édition de cet ouvrage. Ce qui a été aussi permis grâce, une fois de plus, à l'aide financière de la ville de Montauban, et aussi à l'aide technique de la Casa de Velázquez qui, justement, à ce moment-là, avait pour directeur Joseph Pérez. Et voilà comment ce livre, *Azaña et son temps*, est paru en 1993, si je me souviens bien, trois ans après la tenue du colloque. Ça représentait à l'époque pour moi un engagement matériel et de travail important. Mais je pense quand même que ça a été une date marquante, et qui a marqué aussi mon engagement, si j'ose dire, au service d'Azaña. Parce qu'à écouter, à relire, à traduire tous ces textes, j'ai pu appréhender effectivement toute la diversité et la multiplicité d'aspects de cette figure marquante de l'histoire de l'Espagne du XX^e siècle.

L'association « Présence de Manuel Azaña »

Jean-Pierre Amalric

Il se trouve que quelques années plus tard, la retraite étant venue, mes contacts avec les citoyens montalbanais s'étant quelque peu resserrés à la faveur de séjours plus ou moins prolongés, je me suis vu un jour interpellé par un petit groupe de trois ou quatre personnes qui se souvenaient de ce colloque 1990, qui en avaient gardé la nostalgie. Il y avait parmi eux un homme politique local, José Gonzalez, à l'époque conseiller départemental, lui-même fils d'un ancien guérillero, qui avait le souci de prolonger la mémoire d'Azaña dans la bonne ville de Montauban. L'idée leur était donc venue de constituer pour cela une association pour laquelle ils cherchaient un président. On m'a donc demandé si je voulais bien prendre cette responsabilité. J'ai un peu hésité, car je savais que mener une association implique des contraintes. J'ai quand même fini par consentir, parce que j'ai senti que ça correspondait à l'aspiration de gens de bonne volonté, et que je pouvais leur apporter, ce qu'ils souhaitaient d'ailleurs, un éclairage historique.

C'est donc une association qui s'est formée non pas uniquement pour renforcer ou rétablir une mémoire, ce qu'elle s'est efforcée de faire aussi, mais pour assurer la transmission d'un savoir, d'une connaissance qui s'appuie sur les recherches et les travaux des historiens. C'est ainsi que s'est constituée, en

2006, l'association « Présence de Manuel Azaña », qui mené un double projet. Effectivement, un projet de protection d'un lieu de mémoire et même de reconnaissance de ce lieu de mémoire autour de la tombe même d'Azaña. On a entrepris de la restaurer, de l'agrandir un peu, de soutenir les initiatives qui allaient dans le même sens, en particulier en 2009, lorsque le Conseil Départemental a envisagé de donner le nom de Manuel Azaña au nouveau collège qui était en construction, et qui est d'ailleurs assez proche du cimetière, qui se situe un petit peu dans le même périmètre de territoire, et qui a donné aussi, au nom de Manuel Azaña, une résonance supplémentaire dans la cité où il s'est éteint.

Mais nous avons aussi souhaité que, tous les ans, un hommage lui soit rendu. Ce qui s'est fait depuis sans discontinuer, sauf l'année dernière en raison de l'épidémie de COVID. Tous les ans, un hommage public, attirant réellement des participants en grand nombre, de toutes générations. Je dirais aussi de toutes provenances. Beaucoup de descendants, bien sûr, de l'exil espagnol, mais pas que. Un des aspects qui me tient à cœur dans cette association, c'est qu'elle suscite aussi l'intérêt et les sympathies autour de Manuel Azaña parmi des Français de toutes origines, sans exigence d'ascendance prouvée espagnole, ce qui est mon cas d'ailleurs, soit dit entre parenthèses.

L'association a été rejointe assez vite, à mon invitation, par des personnalités comme Geneviève Dreyfus-Armand, qui en ont vu tout le sens et qui ont apporté leurs compétences. Et donc, tous les ans, ces journées ne se réduisent pas à cet hommage, à un repas confraternel extrêmement vivant, à des spectacles divers, mais aussi, s'y est joint tous les ans l'organisation d'un colloque sur des thèmes divers, plus ou moins proches d'Azaña, mais où sa figure est toujours évoquée d'une manière ou d'une autre. Des journées qui ensuite ont donné lieu à l'édition d'actes. Nous avons donc également réussi à inviter, à faire participer à ces manifestations bon nombre d'historiens, de chercheurs, en particulier espagnols, mais aussi français. Et tous les ans, le thème ainsi traité a pu donner lieu par la suite à l'édition de volumes d'actes, qui constituent déjà une véritable bibliothèque azañiste en français. Ça, c'est quelque chose d'important à mes yeux, parce que c'est ce qui en assure et la diffusion et une certaine pérennité, puisque les livres sont là, sont dans les bibliothèques et peuvent être consultés.

Je suis étonné, je suis même scandalisé que les éditeurs français (je parle des grands éditeurs) ne se soient pas rendu compte de la nécessité de donner au public des traductions françaises de ses principaux écrits. Il a fallu que moi-même je me mette à contribution, si j'ose dire, avec une collègue, Elvire Diaz, pour que nous donnions une édition de deux des textes essentiels de Manuel Azaña : son récit autobiographique, *Le Jardin des moines*, *El Jardín de los*

frailles, dans lequel ils conte sa crise existentielle lors de ses études à l'Escorial. Et d'autre part, le dialogue qu'il écrit en pleine guerre civile, *La Veillée à Benicarló*, une des analyses déjà les plus, les plus engagées sur la guerre d'Espagne, qu'il écrit en pleine guerre, en 1937, qui sera publiée après la chute de la République, simultanément en espagnol à Buenos Aires et en français aux éditions Gallimard, en 1940, dans une traduction de Jean Camp. Traduction qui a son mérite, et qu'Azaña avait validée, mais une traduction qui est, me semblait-t-il, datée, dans le ton, dans le langage qu'elle utilisait en français. C'est la raison pour laquelle je me suis efforcé d'en donner une nouvelle version, une nouvelle traduction.

Il se trouve que ces deux traductions, qui étaient prêtes, n'ont suscité l'intérêt d'aucun éditeur du monde éditorial et que, fort heureusement, les Presses Universitaires de Rennes ont accepté de publier, mais avec la diffusion restreinte qui est la sienne. Aujourd'hui encore, ça reste un de mes grands soucis. Comment faire en sorte que la pensée d'Azaña, à travers ses principaux écrits, se trouve à la portée du lecteur francophone qui ne lit pas l'espagnol ? Nous en sommes aujourd'hui là, et je ne sais pas si j'aurai encore la force et l'habileté de convaincre que, oui, ça vaut la peine de remonter à la source et de lire Azaña dans son propre texte.

Bien entendu, dans le travail de réflexion sur l'œuvre de Manuel Azaña, nous avons été énormément aidé par la publication de la nouvelle édition des *Obras completas* (Œuvres complètes) qu'a dirigée Santos Juliá, à l'initiative d'ailleurs du gouvernement espagnol, je crois, de Rodríguez Zapatero. Cette édition avait l'immense mérite, par rapport à celle qui était parue au Mexique, de rassembler l'immense majorité des textes disponibles, y compris une partie de la correspondance. Et le fait qu'elle soit maniable et abordable mettait à notre portée une source absolument gigantesque, dont il faut d'ailleurs beaucoup de temps pour faire le tour.

Il faut donc lui rendre hommage, tout en disant qu'elle n'atteint pas, à mon avis, un résultat définitif. Parce que ce n'est pas une édition critique, et Santos Juliá s'en est expliqué. Cela lui aurait pris des années et des années de plus d'assortir le texte des présentations et surtout des notes qui permettent dans certains cas d'en élucider certains aspects. Je pense par exemple au journaux, les *diarios* qu'elle comporte, notamment celui qu'il a écrit à Valence, qui est très célèbre, *Cuaderno de La Pobleta*. La quantité de noms propres, de personnes, de personnalités, qu'il rencontre, qu'il reçoit, qu'il écoute, est très considérable. On les retrouve dans l'index, mais pour chacune d'elles, et certaines sont bien oubliées, il n'est pas facile de savoir exactement à qui on a affaire dans les propos que relate Azaña. Il reste donc, à mon avis, pour l'espagnol, l'œuvre importante, qui serait d'assurer une édition critique des œuvres d'Azaña. Ça n'a pas encore été entrepris, sauf pour quelques-uns de ses textes. Il en existe pour

La velada en Benicarló par exemple, mais ce n'est pas le cas pour l'immense majorité de ses textes.

J'ajoute que ces œuvres, inévitablement, sont appelées à être complétées. Je pense en particulier à de la correspondance. Il est certain qu'Azaña écrivait beaucoup, y compris dans les périodes où il a eu des responsabilités politiques, beaucoup plus encore quand il n'en avait pas, quand il était un intellectuel et un fonctionnaire libre dans ses mouvements. Et il ne fait pas de doute que tous les ans sortent de l'ombre de nouvelles lettres qu'il a écrites. Il faudrait aussi, dans certains cas, avoir des publications systématiques. Il y en a eu quelques-unes, des lettres de ses correspondants, qui permettent aussi parfois d'éclairer sa pensée et ses positions.

Donc ce travail entrepris par Santos Juliá, qui a marqué une avancée considérable, devrait aujourd'hui, à mon avis, être repris et prolongé par une nouvelle génération de chercheurs. J'espère que ce sera le cas.

Dans les efforts que l'association a déployés depuis 2006 pour que la tombe d'Azaña soit un lieu de mémoire accessible, respecté, qui permette aussi bien le rassemblement, comme nous le faisons tous les ans, que la visite mémorielle, je dirais le pèlerinage comme il s'en produit régulièrement à Montauban. Cet effort a obtenu, je pense, de vrais résultats, et il lui manquait quand même la sanction d'une reconnaissance publique des autorités espagnoles.

Très tôt, je m'en étais préoccupé. Je rappellerais quand même que, en 1990, lors du colloque universitaire que nous avons organisé, nous avons obtenu la présence d'un représentant du gouvernement espagnol, qui était celui de Felipe González. C'était son ministre de la culture. Et ce ministre de la culture n'était pas n'importe qui. C'était Jorge Semprún, qui est donc venu à Montauban et qui a prononcé à cette occasion un discours vraiment marquant, magnifique, qui n'était pas écrit, parce que Semprún improvisait avec maestria. Et nous avons réussi, heureusement, à le transcrire et à le publier en tête des Actes. Mais en la personne de Semprún, et il n'en fait pas mystère, c'était la première fois qu'un gouvernement de la nouvelle Espagne démocratique venait s'incliner sur la tombe de sa famille.

Ensuite, il a fallu attendre. Attendre beaucoup. Nous avons invité, par exemple, José Luis Zapatero, mais des lettres polies m'étaient parvenues, me disant que cela n'était pas possible dans son agenda, etc. En revanche, il est certain que quand José Luis Zapatero a été promu docteur honoris causa de l'Université de Toulouse Capitole, il n'était plus au pouvoir, et il m'a fait savoir qu'il viendrait volontiers à Montauban avec son épouse. Ce qu'il a fait, nous l'avons accueilli. Ça avait sa portée. Mais comme je lui ai dit : « Nous aurions tellement aimé que vous veniez quand vous étiez au pouvoir ». Il m'a dit : « Oui, mais pour des

raisons institutionnelles, j'ai cru que ce n'était pas possible ».

Par conséquent, il a fallu attendre 2019 pour qu'un chef de gouvernement en fonction, Pedro Sánchez, décide, de sa propre initiative, de commencer la journée de célébration des commémorations de la *Retirada* en France à Montauban. C'est lui qui nous a fait savoir qu'il tenait à rendre hommage à Azaña avant de se rendre à Collioure s'incliner sur la tombe de Machado. Et ça a été, je dois le dire, un moment intense. Très difficile d'ailleurs, parce que les contraintes de sécurité ont fait qu'il ne s'agissait pas du tout d'une manifestation publique. Au début, les autorités françaises et la préfecture ne voulaient admettre qu'un nombre très, très réduit de participants. Nous avons dû batailler pied à pied pour obtenir que ceux de nos adhérents et de nos sympathisants qui le souhaitaient puissent participer à cette marche. Nous l'avons obtenu. C'est ce qui a donné à cette visite un côté pas seulement officiel et formel, mais un côté vital. Je me souviens par exemple avec émotion qu'un des derniers survivants du camp de Septfonds, qui suit notre activité de très près, bouleversé, a pu s'approcher et parler à Pedro Sánchez. Ça a été un très grand moment, et je pense que si nous ne nous étions pas à ce moment là battus pour l'obtenir, nous n'y serions pas parvenus. Je dois dire que le chef du gouvernement a été par ailleurs, je pense, impressionné de constater à quel point notre association avait participé au maintien, et je dirais même à la résurrection de cette mémoire.

Donc quand en cette année 2020, sans doute à son initiative, ça a été reconnu, le 26^e sommet franco-espagnol s'est tenu à Montauban, il a été évident que la personne d'Azaña était celle qui donnait son sens à cette rencontre. Et la question a été posée dans la conférence de presse, à Pedro Sánchez: faut-il que les restes d'Azaña restent à Montauban », a demandé un journaliste de *El País* je crois, « ou faut-il que nous les rapatrons en Espagne ? » Et la réponse de Sánchez a été *tajante* (catégorique) : « Non. Nous n'envisageons pas le retour des restes d'Azaña, parce que sa présence à Montauban est devenue une présence commune à l'histoire de la France et de l'Espagne. » Et le président Macron lui-même, dans son propos inaugural, a tenu exactement le même langage. Donc finalement, au-delà de ce destin si tragique d'Azaña mort en exil et sous la menace de l'enlèvement, mort désavoué, non seulement par les vainqueurs, mais par certains des siens, il faut bien le dire, c'est une éclatante revanche. C'est le fait que sa figure est sortie de l'ombre qui l'avait ensevelie pour de nouveau se retrouver en lumière et être porteuse des valeurs essentielles, celles qui restent les valeurs de la démocratie.

Azaña et la France

Jean-Pierre Amalric

Il est certain que la mort d'Azaña à Montauban est un moment particulièrement tragique de l'histoire. Quand il meurt, il faut savoir qu'il est environné de sbires du pouvoir franquiste envoyés par l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Lequerica, qui cherchent à l'enlever et à procéder avec lui, comme ce sera fait avec Companys ou avec Zugazagoita, c'est-à-dire un jugement sommaire et une exécution retentissante. L'état de santé d'Azaña, qui s'est fortement dégradé, ne permet pas cet enlèvement. Et, surtout, Azaña est sous bonne garde. Il est sous la garde, il faut le rappeler, des autorités mexicaines, de l'ambassadeur du président Cárdenas en France, qui a installé trois de ses fonctionnaires dans les chambres voisines, à l'Hôtel du Midi, et qui font qu'Azaña est sous bonne garde et ne pourra pas être enlevé.

Mais cette fin tragique à Montauban, elle est en même temps lourde pour la France, un souvenir douloureux. Parce que le régime de Vichy avait imposé une mesure de résidence forcée à Montauban, qui faisait obstacle à son transfert à Vichy, et puis, éventuellement, à son départ pour le Mexique. Donc il faut bien voir que la France de Vichy, si elle était consciente des risques d'enlèvement par Franco, et si elle ne le souhaitait pas, a malgré tout été en-deçà de ce qu'on pouvait attendre de la puissance à laquelle Azaña s'était confié dans son dernier exil.

S'il y a un pays, une culture, avec laquelle Azaña a entretenu des rapports étroits depuis sa jeunesse, c'est bien la France. Chacun sait que, en Espagne, la francophilie ne fait pas florès. Je dirais même que, en général, c'est presque un motif de jugement. Et pourtant, Azaña, à cet égard, ne s'est jamais départi des choix de sa jeunesse. Il est resté avide de culture française. Cette curiosité pour la culture française lui était venue de ses lectures de jeunesse, mais surtout des séjours qu'il a fait en France. Le plus long, c'est quand il avait eu une bourse de la *Junta para ampliación de estudios* (Commission d'extension des études), qui l'avait amenée à séjourner à Paris en 1909-1910 et à s'imbiber de culture française, en allant suivre des cours à la Sorbonne, au Collège de France, en allant assister aux spectacles, en rencontrant toutes sortes de personnalités et, très vite d'ailleurs, en entreprenant aussi une partie de son œuvre écrite, puisqu'il a envoyé des reportages ou des textes à des périodiques espagnols sur son séjour à Paris.

Ce contact avec la culture française a développé chez Azaña une nouvelle vocation, une pratique qu'il doit entretenir pendant une quinzaine d'années, celle de traducteur. Je crois qu'on a décanté pas loin d'une trentaine d'ouvrages d'auteurs français. En tout cas une bonne vingtaine, qu'il traduit et qui sont publiés sur des supports, chez des éditeurs différents espagnols. C'est extrêmement varié, c'est très divers, il y a tout un catalogue. Ça répond d'ailleurs souvent, sans doute, à des commandes. Mais il y a là-dedans, parfois,

des surprises. Notamment lorsqu'on découvre qu'il a entrepris de traduire une « anthologie nègre », publiée par Blaise Cendrars, et qui recueillait des œuvres à la fois d'auteurs créoles en langue française, mais aussi d'auteurs afro-américains. Toute cette culture que l'on découvrait à l'époque, dont Cendrars s'était emparée et qu'Azaña s'empresse de mettre à la portée donc du public espagnol. Donc, réellement, non seulement un amateur mais je dirais un friand de culture française. C'est une figure d'Azaña qu'il faut absolument marquer.

Alors, cette francophilie s'est-elle traduite en politique ? Là, c'est un peu différent, parce qu'il faut bien se rendre compte qu'Azaña est aussi un patriote espagnol, bien entendu. Et il n'entend pas, évidemment, que si admirée soit elle, la France dicte sa politique. C'est ainsi qu'on a beaucoup discuté sur l'accueil qu'il a fait en 1932 à Édouard Herriot, qui est le chef du gouvernement français et qui vient faire une visite en Espagne. Certains spécialistes, comme Ángeles Egido, attachent une grande importance à cette visite. Je suis un petit peu plus sceptique, car on se rend compte que, à cette occasion, Azaña évite de lier trop fortement les choix politiques de l'Espagne à ceux qui pourraient venir de France. Donc il y a un souci d'indépendance.

Il n'en reste pas moins que, pendant la guerre civile, la grande désillusion d'Azaña, évidemment, c'est le choix de la non-intervention par le gouvernement français. Un gouvernement, on le sait, dirigé par Léon Blum, qui n'en était pas non plus très fier, mais qui jugeait qu'il ne pouvait pas faire autrement. Cette *realpolitik* du gouvernement français, jamais Azaña ne l'acceptera, et il s'efforcera de la surmonter par tous les moyens. Et Dieu sait qu'il a peu de moyens. D'abord, il n'a pas d'ambassadeur français, ça c'est un point très important. La France, même du Front populaire, a permis à son ambassadeur, Herbette, de quitter l'Espagne, de s'installer à Saint-Jean-de-Luz. Il n'y a donc plus d'ambassadeur. C'est une façon commode, pour le Quai d'Orsay, d'éviter de choisir entre les deux camps belligérants. Il n'y a pas d'ambassadeur à Burgos, pas plus qu'il n'y en a à Valence ou à Barcelone. Il faudra attendre 1938 pour qu'il y ait le retour d'un vrai ambassadeur, Eirik Labonne. Et à ce moment-là, Azaña s'empresse d'organiser des rencontres, des entretiens poussés avec Labonne, pour le convaincre de faire accepter par la France son projet de médiation avec la puissance belligérante adverse. Ce que le gouvernement français ne retiendra pas. Et donc cette désillusion d'Azaña se prolonge jusqu'au bout.

Mais quand il vient pourtant en exil, finalement, il va décider de s'installer malgré tout en France, ce pays qu'il a tellement déçu. On sait qu'il s'installe d'abord en Haute-Savoie, à Collonges-sous-Salève. Il ne peut pas y rester

lorsque la deuxième guerre mondiale commence, parce que c'est un département frontalier. C'est la raison pour laquelle lui et ses proches se transportent à l'autre bout de l'Hexagone, sur le bassin d'Arcachon, au Pyla-sur-Mer. Et c'est de là qu'il va être délogé, une fois de plus, la dernière, par l'avancée fulgurante des armées allemandes qui font que lui enjoint de quitter sa résidence pour trouver un point de chute, un refuge. Ce sera Montauban, le dernier refuge, où là encore planera la menace de l'enlèvement par les sbires de Franco.

Une fragmentation idéologique

Jean-Pierre Amalric

Je crois que j'ai été très tôt frappé de sa diversité, de sa multiplicité, et de la diversité des mémoires qui existaient en son sein. Évidemment, la diversité, je l'ai déjà dit, elle est idéologique. Il est certain que chacun revit sa vie d'exilé et avant, éventuellement, sa vie de combattant ou de citoyen de la République espagnole, selon le son de sa propre mémoire idéologique. C'est bien évident. Et on se rend compte à quel point cette mémoire est peuplée de ressentiments qui visent tous, ça, c'est le point commun, l'offensive franquiste et l'oppression franquiste. Mais ce ressentiment s'étend aussi souvent à des compatriotes et à d'autres courants de l'exil. Il y a donc une fragmentation idéologique de l'exil qui fait que c'est très difficile de l'appréhender comme un courant unifié.

J'ai été très frappé de cette réalité-là. Et cette réalité là, souvent, elle n'est pas reconnue du premier propos. Il faut parler pour qu'elle remonte et qu'elle affleure. Ça c'est un travail, peut-être ingrat d'ailleurs, de l'historien. Parce que l'historien fait parler ou écoute. Il a l'impression de susciter des secrets, des secrets de famille mal enfouis, que l'on ne voulait pas dire et que finalement, malgré tout, on dit, et que ça fait du bien de dire.

Il y a dans l'exil espagnol cette difficulté à se reconnaître une unité profonde. La figure d'Azaña, de ce point de vue, peut aider. Parce que c'est une figure qui, ne serait-ce que par le symbole qu'elle incarne, celui de la légitimité démocratique face à un pouvoir, à une agression de fait, par la force, permet quand même de servir de signe de ralliement. Mais c'est très relatif. J'ai rencontré pas mal de d'exilés espagnols qui, à certains moments m'ont fait sentir que non. C'est vrai vis-à-vis, par exemple, des anarchistes. Il avait, quand il était chef du gouvernement, été l'homme d'une forme de répression qui pesait sur son image. Certains évoquaient notamment le massacre de Casas Viejas qui lui avait été imputé. On sait aujourd'hui, les historiens savent qu'Azaña n'a pas été responsable de ce massacre. Mais il en a été tellement accusé, à la fois d'ailleurs du côté franquiste, mais aussi par certaines figures républicaines, que c'est une

ombre qui continue à peser sur sa figure, et ça on me le faisait sentir.

Du côté des communistes ou de certains socialistes de la ligne de Negrín, Azaña reste aussi suspect, pendant la guerre civile, de défaitisme. Ça s'est dit : « *Derrotista* ». Il est l'oiseau de malheur qui a vu venir avant tout le monde la défaite de l'Espagne. Il est celui qui a cherché à franchir le fossé de la non-intervention pour essayer de convaincre les démocraties, La France, la Grande-Bretagne, d'entreprendre une médiation avec Franco. Et ça, il l'a fait un peu au mépris des règles constitutionnelles. Il l'a fait sans tenir son gouvernement informé de certaines de ses démarches. Tout cela lui vaut la critique, voire la vindicte à un certain moment, de certaines personnes, qui s'empressent ensuite de l'oublier quand il s'agit de lui rendre un hommage public, tous drapeaux au vent, toutes bannières déployées.

La difficulté de trouver un lieu, une figure, un champ commun à cet exil espagnol, c'est une expérience que j'ai de plus en plus approfondie et qu'il me paraît, si l'on veut être honnête avec l'histoire, nécessaire de mettre en évidence.

Culture(s)

Jean-Pierre Amalric

La présence de l'exil espagnol en France me semble un fait social et culturel remarquable. Il ne faut pas oublier d'abord la présence de certains d'entre eux dans la culture française et les ponts qu'ils ont jetés. Il y a quand même deux noms, au moins, qui s'imposent.

D'abord celui de María Casarès. María Casarès, la fille de l'ancien chef de gouvernement espagnol Casares Quiroga, dont d'ailleurs l'action politique n'appelle pas une grande admiration. Mais elle-même, cette jeune María, María Victoria au début, arrivée en France sans maîtriser la langue française et qui va devenir la figure emblématique, la grande tragédienne française de l'après guerre, le TNP (Théâtre National Populaire), la partenaire de Gérard Philipe et surtout, on le sait, ô combien la compagne, charnelle et intellectuelle à la fois, d'Albert Camus, qui lui doit sans doute une partie de ses inspirations. La figure de María Casarès nous montre à quel point l'exil peut être à la fois une fidélité totale, parce qu'elle n'a jamais renié, bien au contraire, elle a toujours revendiqué cet héritage espagnol, et en même temps son implication totale dans la culture française et tout ce qu'elle a donné d'elle-même comme actrice, mais aussi comme animatrice et même, je dirais, son action sociale. Parce qu'à la fin de sa vie, elle s'était employée, dans son village de Charente, à développer un projet vraiment social, extrêmement original. Cette figure de María Casarès, à mon avis, est une incarnation formidable de ce qu'a été cet exil espagnol, à la

fois totalement espagnol et qui accepte aussi d'être totalement français dans ses meilleurs moments.

Et puis il y a la figure, je l'ai déjà évoquée, de Jorge Semprún. Parce que l'apport de Semprún au cinéma, par exemple, a été extraordinaire. On connaît les scénarios qu'il a rédigés Resnais, pour Costa-Gavras. Le cinéma français n'aurait certainement pas été ce qu'il a été sans sa présence et son apport. Et puis toute son œuvre littéraire. C'est quand même extraordinaire qu'il la rédige en français pour l'essentiel, sauf à la fin. Je crois qu'il y a eu deux livres, deux titres je pense, qu'il a rédigé en castillan. Mais l'essentiel de son œuvre en fait un écrivain français. Mais un écrivain français dans lequel l'Espagne est omniprésente de bout en bout. Et donc la personne même de Semprún montre cette extraordinaire capacité de de symbiose entre les deux cultures dans un seul homme.

Combien de jeunes Espagnols qui sont arrivés en France dans le dénuement sont arrivés, comme on dit vulgairement, à retomber sur leurs pattes avec une ingéniosité, avec une capacité d'adaptation à leur environnement, avec l'adaptation aux circonstances très difficiles pendant la guerre, encore bien difficile après la guerre, avant parfois d'accéder à une vie tranquille, une vie heureuse. C'est arrivé, n'est-ce pas ?

Et combien, ça c'est encore plus vrai, de leurs descendants qui se retrouvent sur les bancs de l'école française, et qui vont souvent bénéficier de l'ascenseur social qu'elle leur offre à ce moment-là. De manière peut-être plus accessible que ce n'est vrai aujourd'hui, pour d'autres immigrants. Il faut qu'il y avait peut-être, malgré tout ce qui les sépare, entre la culture espagnole et la culture française, la société espagnole et la société française, des zones de contact, des zones d'approche qui ont facilité cela.

Mais je pense que même ceux qui ont voulu ne pas demander leur naturalisation, je sais qu'il y en a eu, et il y en a eu beaucoup, parce que c'était quand même une démarche qui impliquait d'abandonner une identité pour l'autre, il n'y avait pas de double nationalité à l'époque. Donc malgré cela, tout en restant légalement espagnols, beaucoup se sont malgré tout comportés dans la société française avec un sens des responsabilités total, et certains d'entre eux, alors, se sont engagés dans l'action, y compris dans l'action politique. J'évoquais notre ami José Gonzalez, mais il n'est pas le seul. Des « fils de », c'est plutôt dans cette génération-là que ça s'est produit.

Et puis aujourd'hui, des petits-fils d'exilés espagnols ont accédé à des fonctions électives, se sont sentis investis de responsabilités face à la société dans laquelle, finalement, ils s'étaient sentis totalement intégrés. Est-ce qu'ils ont

pour autant rompu avec leurs racines espagnoles ? Là, je serais peut être plus nuancé.

Il y a quand même un point qui me fait un peu toujours hésiter, c'est de constater que chez certains descendants de l'exil espagnol, on n'a pas étudié la langue espagnole. Alors, est-ce que c'est un aveu d'impuissance ? Est-ce que c'est un calcul ? Je ne suis jamais arrivé à y voir très clair là-dedans. Et moi je vois que, par exemple, dans nos journées, nous avons la nécessité d'organiser, quand il y a une conférence en espagnol, une traduction simultanée en français. Parce que dans l'assistance, quand c'est en espagnol, on me dit : « On ne comprend pas. » Je dis : « Mais comment vous ne comprenez pas, vous qui êtes petit-fils de ? » « Ah oui, mais c'est que je n'ai pas étudié l'espagnol. On m'a fait faire de l'allemand, ça faisait plus sérieux. » Je dis : « C'est pas bien. Vous auriez pu l'étudier au moins vous-même comme je l'ai fait. » Et là je trouve qu'il y a quand même aussi chez certains, dans certaines familles, un défaut de transmission.

C'est une petite nuance que j'apporte mais qui ne remet pas en cause l'essentiel, à savoir à quel point cet exil espagnol est venu, j'allais dire, enrichir, fertiliser en diversifiant, le terreau de la société française.

Entretien enregistré le 06 juin 2021.